

Extrait du Spyworld Actu

<http://mail.spyworld.fr/spip.php?article4390>

# La défense canadienne en mains étrangères

- Défense - International -



Date de mise en ligne : lundi 7 mai 2007

---

**Spyworld Actu**

---

Au Canada, l'industrie de la défense est essentiellement entre des mains étrangères. Il y a bien peu d'entreprises sous propriété canadienne qui jouent un rôle important dans ce secteur.

« Ici, au Canada, il y a nous, il y a Héroux-Devtek, il y a Bombardier, a récemment constaté Robert Brown, le grand patron du fabricant de simulateurs de vol CAE. Tout le reste, ce sont des filiales (d'entreprises étrangères), pas des sièges sociaux. »

Le président de l'Association des industries canadiennes de défense et de sécurité (AICDS), Tim Page, confirme.

« Les grosses entreprises de la défense, ce sont les Lockheed Martin, General Dynamics Canada, L-3, EADS Canada, Northrop Grumman, reconnaît-il. Mais la situation de l'industrie de la défense ressemble entièrement à la situation d'autres secteurs de l'économie, comme l'aéronautique ou l'automobile. L'économie canadienne est une économie où l'on retrouve pas mal de pays divers. »

Yves Bélanger, professeur au département de science politique de l'UQAM, ajoute que des joueurs canadiens qui ont été importants dans le passé, comme Bombardier et SNC-Lavalin, ne jouent plus le même rôle aujourd'hui.

Bombardier a vendu sa division de Services à l'aviation militaire à la firme américaine L-3 Communications en novembre 2003, alors que SNC-Lavalin vient de conclure la vente de sa filiale de fabrication de munitions, SNC Tec, à l'américaine General Dynamics.

« Toutefois, dans les services, ils sont encore actifs », note M. Bélanger. Bombardier, notamment, a décroché un contrat de formation des pilotes de CF-18.

Parmi les autres joueurs canadiens, on compte CMC Electronique, l'ancienne Marconi, une entreprise spécialisée dans l'avionique et les communications par satellite. Mais voilà, son acquisition par le groupe américain Esterline a été annoncée récemment.

Héroux-Devtek, un manufacturier de trains d'atterrissage et d'autres composantes aéronautiques, est encore canadien, mais sur la scène nord-américaine, il ne s'agit pas d'un joueur majeur.

« Pour nous, c'est une grande entreprise, mais pour les Américains, c'est une PME, déclare M. Bélanger. CAE a toujours été la plus grande entreprise sous propriété canadienne dans le champ de la défense. Il n'y a jamais eu d'entreprise comparable sur le territoire canadien. Elle a pas mal toujours été toute seule. »

Selon le professeur, il était pratiquement inévitable que l'industrie canadienne de la défense soit intégrée au niveau continental. Il explique que l'industrie de la défense est une industrie cyclique sur le plan de la demande, mais aussi sur le plan technologique.

« À chaque nouvelle génération technologique, l'industrie se réorganise, soutient-il. Or, la génération technologique qui a commencé à prendre forme il y a sept ou huit ans est essentiellement pilotée par les Américains. L'industrie américaine s'est restructurée, ce qui s'est reflétée sur le territoire canadien. »

Les entreprises canadiennes se sont retrouvées dans le giron américain, ou se sont repliées sur les services. Il reste également un grand nombre de PME « canadiennes pure laine », mais elles ne jouent pas un rôle d'influence.

« Des joueurs-clés, il n'y en a pas, affirme M. Bélanger. Les intégrateurs, ce sont essentiellement des Américains et des Européens... et surtout des Américains. »

Tim Page, de l'AICDS, rappelle que les coûts de recherche, de développement et de production des équipements de défense se montent maintenant dans les milliards de dollars.

Selon M. Bélanger, on ne verra plus jamais d'efforts pour faire émerger une industrie canadienne de la défense, comme ça a été le cas à la fin des années 50 et, dans une moindre mesure, sous le gouvernement Mulroney.

« C'est devenu trop compliqué, la marche est devenue tellement haute, le fossé tellement profond, même si on y mettait des ressources extraordinaires, on n'y parviendra pas. »

Évidemment, la propriété étrangère des grandes entreprises de la défense au Canada a des conséquences.

« Les grandes firmes étrangères américaines ou multinationales ont cette propension à faire apparaître les bénéfices là où ça leur convient, observe M. Bélanger. C'est une plus-value dont nous ne pouvons pas disposer. »

Ce qui importe maintenant, c'est la présence d'une industrie de la défense vibrante au Canada, quelque soit sa propriété, soutient M. Page, de l'AICDS.

L'association est incapable de donner des chiffres précis, mais elle estime que l'industrie de la défense emploie environ 70 000 personnes au Canada et représente un chiffre d'affaires de sept milliards de dollars.

Ce qui peut l'aider, selon M. Page, c'est notamment des conditions favorables en fait de fiscalité et d'aide à la recherche et au développement.

Or, l'association émet de sérieux doutes au sujet de la nouvelle initiative stratégique pour l'aérospatiale et la défense, dévoilée en mars dernier par le gouvernement Harper, en raison notamment des exigences au niveau du remboursement des sommes prêtées.

Les retombées industrielles liées aux acquisitions de la Défense nationale constituent une autre façon de venir en aide à l'industrie canadienne de la défense. Or, le gouvernement fédéral n'a toujours pas présenté de politique industrielle sur la défense et la sécurité.

« On se demande comment le gouvernement peut investir 17 milliards de dollars dans l'économie canadienne sans avoir une politique industrielle portant sur cette industrie-clé », lance M. Page.

*Post-scriptum :*

<http://www.cyberpresse.ca/article/2...>